

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET
DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DU
BUDGET

DIRECTION DE L'EXECUTION ET
DES STATISTIQUES
BUDGETAIRES



BURKINA FASO

Unité-Progrès-Justice

ANNUAIRE STATISTIQUE BUDGETAIRE 2009

Deuxième édition

MAI 2010

AVANT PROPOS

La Direction Générale du Budget a le plaisir de mettre à votre disposition la deuxième édition de l'annuaire statistique budgétaire 2009.

La publication régulière de l'annuaire statistique budgétaire répond à un double objectif :

1. poursuivre la mise en œuvre de la politique de bonne gouvernance ;
2. privilégier et pérenniser les pratiques et outils qui favorisent une gestion transparente et saine des ressources financières de l'Etat.

Disposer des statistiques budgétaires choisies et organisées de manière appropriée permet de faciliter l'analyse des activités des administrations publiques et de leur influence sur l'ensemble de l'économie ou sur des secteurs particuliers.

La présente édition de l'annuaire statistique budgétaire, deuxième du genre est plus améliorée par rapport à la précédente et comporte les innovations majeures suivantes :

1. l'inclusion des données sur les niveaux d'exécution des budgets de l'Etat de plusieurs gestions budgétaires et leurs évolutions sur une période allant de 2000 à 2009 ;
2. la présentation des missions, de l'organisation et du fonctionnement de la Direction Générale du Budget ;
3. l'étalement du champ des définitions des concepts couramment employés.

Il est destiné aux principaux intervenants dans les chaînes de l'exécution du budget de l'Etat et aux utilisateurs des données statistiques. Il pourrait jouer un rôle primordial d'orientation des décideurs dans leur prise de décision et devenir ainsi un document de référence pour les analyses des situations d'exécution du budget de l'Etat.

En dépit de nombreux efforts consentis, la présente publication est toujours perfectible et toutes critiques, observations et suggestions pouvant contribuer à l'amélioration des éditions futures, seraient les bienvenues.

Le Directeur Général du Budget

Dramane KONE
Chevalier de l'Ordre National

TABLE DES MATIERES

AVANT PROPOS	1
TABLE DES MATIERES.....	2
LISTES DES TABLEAUX.....	3
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
I. PRESENTATION DE LA DIRECTION GENERALE DU BUDGET (DGB).....	6
I.1. LES MISSIONS	6
I.2. LES DIFFERENTES DIRECTIONS DE SERVICES.....	6
I.2.1. La Direction de la Programmation Budgétaire (D.P.B.)	6
I.2.2. La Direction de l'Exécution et des Statistiques Budgétaires (D.E.S.B).....	7
I.2.3. La Direction de l'Ordonnancement et de la Comptabilité (D.O.C).....	7
I.2.4. La Direction de la Solde (D.S.)	7
I.2.5. La Direction de l'Appui aux Collectivités Territoriales (D.A.C.T)	7
I.2.6. La Direction de l'Informatisation du Budget (D.I.B)	7
I.3. LES STRUCTURES D'APPUI.....	7
I.4. LES DIRECTIONS REGIONALES DU BUDGET	8
II. DEFINITIONS DES CONCEPTS ET METHODOLOGIES D'ELABORATION DES PRODUCTIONS STATISTIQUES	8
II.1. DEFINITION DES CONCEPTS	8
II.2. METHODOLOGIE D'ELABORATION DE L'ANNUAIRE STATISTIQUE BUDGETAIRE.....	15
III. PRESENTATION DES TABLEAUX STATISTIQUES	16
III.1. Tableaux des ressources	16
III.2. Tableaux des dépenses.....	21
III.3. Tableaux récapitulatifs de l'Evolution du Budget de l'Etat	25
ANNEXES	28

LISTES DES TABLEAUX

Tableau 1: Evolution des prévisions de recettes budgétaires sur la période 2000-2009	16
Tableau 2: Evolution de l'indice annuel des prévisions de recettes budgétaires sur la période 2000-2009	16
Tableau 3: Variation annuelle des prévisions de recettes budgétaires sur la période 2000-2009.....	17
Tableau 4: Evolution de la structure des prévisions de recettes budgétaires par nature de recettes sur la période 2000-2009	17
Tableau 5: Evolution des recouvrements de recettes budgétaires sur la période 2000-2009	17
Tableau 6: Evolution de l'indice annuel des recouvrements de recettes budgétaires sur la période 2000-2009	18
Tableau 7: Variation annuelle des recouvrements de recettes budgétaires sur la période 2000-2009	18
Tableau 8: Evolution de la structure des recouvrements de recettes budgétaires sur la période 2000- 2009	18
Tableau 9: Evolution des taux de recouvrement par nature de recettes sur la période 2000-2009.....	19
Tableau 10: Evolution des recouvrements de recettes budgétaires par régie sur la période 2000-2009.....	19
Tableau 11: Evolution de la structure des recouvrements de recettes par régions sur la période 2000-2009	19
Tableau 12: Evolution des recouvrements de recettes de la Direction Générale des Douanes (DGD) de 2000 à 2009	20
Tableau 13: Evolution des recouvrements de recettes de la Direction Générale des Impôts (DGI) de 2000 à 2009.....	20
Tableau 14: Evolution des recouvrements de recettes de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) de 2004 à 2008	21
Tableau 15: Evolution des prévisions et des recouvrements de financements extérieurs de la Direction Générale de la Coopération (DGCOOP) de 2000 à 2009	21
Tableau 16: Evolution des dotations budgétaires par titre de 2000 à 2009	21
Tableau 17: Evolution de l'indice annuel des dotations budgétaires sur la période 2000-2003 et 2004-2009	22
Tableau 18: Variation annuelle des dotations budgétaires sur les périodes 2000-2003 et 2004-2009.....	22
Tableau 19: Evolution de la structure des dépenses entre 2000 et 2009	23
Tableau 20: Evolution de l'exécution des dépenses budgétaires sur la période 2000-2009.....	23
Tableau 21: Evolution de l'indice annuel de l'exécution des dépenses budgétaires sur la période 2000-2003 et 2004-2009.....	23
Tableau 22: Variation annuelle de l'exécution des dépenses budgétaires sur les périodes 2000-2003 et 2004-2009.....	24
Tableau 23: Evolution de la structure de la dépense globale sur la période 2000-2009.....	24
Tableau 24: Evolution des taux d'exécution des dépenses budgétaires sur la période 2001-2009.....	25
Tableau 25: Evolution des charges et des ressources de l'Etat sur la période 2000-2009	25
Tableau 26: Evolution des charges et des ressources de l'Etat sur la période 2000 -2009.....	26
Tableau 27: Situation des appuis financiers de l'Etat aux structures intervenants dans le processus de la décentralisation	26
Tableau 28: Situation d'exécution budgétaire par titres en fin d'exercice 2009 (y compris journée complémentaire).....	29
Tableau 29: Situation des consommations des secteurs sociaux- y compris la journée complémentaire - exercice 2009	29
Tableau 30: Situation des consommations budgétaires 2009 des secteurs prioritaires	33
Tableau 31: Situation d'exécution budgétaire 2009 par ministères ou institutions et par grande nature de dépenses.....	34
Tableau 32: Situation des consommations par type de procédures 2009.....	43

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACRBF	: Association des Conseils Régionaux du Burkina Faso
AT	: Avance de Trésorerie
BMC	: Burkina Mining Company
CE	: Conseil d'Etat
CENI	: Commission Electorale Nationale Indépendante
CES	: Conseil Economique et Social
CID	: Circuit Informatisé de la Dépense
CIE	: Comptabilité Intégrée de l'Etat
CIFE	: Circuit Intégré des Financements Extérieurs
CIR	: Circuit Intégré des Recettes
CNSE	: Centre National de Suivi Evaluation
CONACOD	: Commission Nationale de la Coopération Décentralisée
CONAD	: Commission Nationale de la Décentralisation
CONAFIL	: Commission Nationale des Finances Locales
CSC	: Conseil Supérieur de la Communication
DACT	: Direction de l'Appui aux Collectivités Territoriales
DCIM	: Dépenses Communes Interministérielles
DDP	: Direction de la Dette Publique
DESB	: Direction de l'Exécution et des Statistiques Budgétaires
DGB	: Direction Générale du Budget
DGCOOP	: Direction Générale de la Coopération
DGD	: Direction Générale des Douanes
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGTCP	: Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DOC	: Direction de l'Ordonnancement et de la Comptabilité
DPB	: Direction de la Programmation Budgétaire
DRB	: Direction Régionale du Budget
DS	: Direction de la Solde
IGE	: Inspection Générale d'Etat
LFR	: Loi de Finances Rectificative
MAECR	: Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale
MAHRH	: Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques
MASSN	: Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale
MATD	: Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MMAP	: Ministère chargé de Mission, de l'Analyse et de la Prospective
MCPEA	: Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat
MRP	: Ministère chargé des Relations avec le Parlement
MCTC	: Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication
MD	: Ministère de la Défense
MEBA	: Ministère de l'Enseignement de base et de l'Alphabétisation
MECV	: Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie
MEF	: Ministère de l'Economie et des Finances

MESSRS	: Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique
MFPRE	: Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat
MHU	: Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme
MID	: Ministère des Infrastructures et du Désenclavement
MJ	: Ministère de la Justice
MJE	: Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi
MMCE	: Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie
MPDH	: Ministère de la Promotion des Droits Humains
MPF	: Ministère de la Promotion de la Femme
MPTIC	: Ministère des Postes et des Technologies de l'Information et de la Communication
MRA	: Ministère des Ressources Animales
MSL	: Ministère des Sports et des Loisirs
MT	: Ministère des Transports
MTSS	: Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
PF	: Présidence du Faso
PL	: Paiement par Lettre
PM	: Premier Ministère
PRCCU	: Programme de Renforcement des Capacités des Communes Urbaines
SGG-CM	: Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres
SIGASPE	: Système Intégré de Gestion Administrative et Salariale du Personnel de l'Etat
SINTAX	: Système Informatisé de Taxation
SN-SOBUFAB	: Société Burkinabé de Fabrication de Boisson et de Vin
SOFITEX	: Société des Fibres et Textiles
SOMITA	: Société des Mines de Taparko
SONABHY	: Société Nationale Burkinabé d'Hydrocarbures
SYGADE	: Système de Gestion et d'Analyse de la Dette
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNPCB	: Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina

I. PRESENTATION DE LA DIRECTION GENERALE DU BUDGET (DGB)

Placée sous l'autorité d'un Directeur général, la Direction Générale du Budget est organisée autour des structures ci-après :

- Les structures d'appui et ;
- Les directions de services.

I.1. LES MISSIONS

Les missions de la Direction Générale du Budget sont définies par l'arrêté n°2008-358 /MEF/SG/DGB portant attributions, organisation et fonctionnement de la DGB.

La Direction Générale du Budget (DGB) a pour mission d'assurer la préparation et l'élaboration des Lois de Finances annuelles, initiales et rectificatives, leur exécution et l'élaboration des lois de règlement y relatives.

Le Directeur Général du Budget est l'ordonnateur délégué du budget de l'Etat, des budgets annexes et des comptes spéciaux du Trésor. Les directeurs placés sous son autorité sont des ordonnateurs délégués suppléants.

I.2. LES DIFFERENTES DIRECTIONS DE SERVICES

Ce sont :

- la Direction de la Programmation Budgétaire (D.P.B) ;
- la Direction de l'Exécution et des Statistiques Budgétaires (D.E.S.B) ;
- la Direction de l'Ordonnancement et de la Comptabilité (D.O.C) ;
- la Direction de la Solde (D.S) ;
- la Direction de l'Appui aux Collectivités Territoriales (D.A.C.T) ;
- la Direction de l'Informatisation du Budget (D.I.B) ;
- les Directions Régionales du Budget (D.R.B).

I.2.1. La Direction de la Programmation Budgétaire (D.P.B.)

Elle a pour mission de piloter le processus d'allocation des ressources aux Ministères et Institutions et comprend le Service de l'Analyse et de la Prévision Budgétaire, le Service des Programmes d'Investissements, le Service de l'Elaboration du Budget et le Service de la Réglementation et de la Documentation.

I.2.2. La Direction de l'Exécution et des Statistiques Budgétaires (D.E.S.B)

Elle a pour mission de suivre et d'évaluer l'exécution du budget et comprend :
le Service des Statistiques, le Service des Déblocages, le Service des Dépenses Communes, le Service des Marchés Publics et le Service des Revues de l'Exécution Budgétaire.

I.2.3. La Direction de l'Ordonnancement et de la Comptabilité (D.O.C)

Elle a pour mission d'ordonnancer les recettes et les dépenses du budget de l'Etat et comprend :
le Service de l'Ordonnancement des Recettes, le Service de l'Ordonnancement des Dépenses, le Service de la Comptabilité et le Service des Etudes.

I.2.4. La Direction de la Solde (D.S.)

Elle a pour mission la gestion de la situation salariale des agents de l'Etat et comprend :
le Service des Etudes des Dépenses de Personnel, le Service du Traitement des salaires, le Service des Vérifications des Dépenses de Personnel et le Service du contrôle des Mouvements du Personnel.

I.2.5. La Direction de l'Appui aux Collectivités Territoriales (D.A.C.T)

Elle a pour mission d'assurer la tutelle financière des collectivités territoriales et comprend :
le Service de la Réglementation Budgétaire Locale, le Service des Statistiques Budgétaires Locales, et le Service des Relations avec les Collectivités Territoriales.

I.2.6. La Direction de l'Informatisation du Budget (D.I.B)

Elle a pour mission d'accompagner le processus budgétaire à travers la mise à disposition d'outils informatiques performants et efficaces et comprend :
le Service Etudes et Réalisations, le Service Exploitation et le Service Equipement et Support Technique.

I.3. LES STRUCTURES D'APPUI

Ce sont :

l'Inspection Générale du Budget (IGB), la Cellule d'Appui Technique (CAT), le Service Financier et du Matériel (SFM), le Service des Ressources Humaines (SRH) et le Secrétariat.

I.4. LES DIRECTIONS REGIONALES DU BUDGET

Elles ont pour mission d'assurer dans les limites de leur circonscription budgétaire, la réalisation des missions dévolues à la Direction Générale du Budget.

Les Directions Régionales du Budget sont :

- La Direction Régionale du Budget du Nord ;
- La Direction Régionale du Budget des Cascades ;
- La Direction Régionale du Budget du Centre Est ;
- La Direction Régionale du Budget du Centre Ouest ;
- La Direction Régionale du Budget du Centre Nord ;
- La Direction Régionale du Budget des Hauts Bassins ;
- La Direction Régionale du Budget de la Boucle du Mouhoun ;
- La Direction Régionale du Budget du Centre ;
- La Direction Régionale du Budget du sud Ouest ;
- La Direction Régionale du Budget Centre Sud ;
- La Direction Régionale du Budget du Plateau Central ;
- La Direction Régionale du Budget du Sahel ;
- La Direction Régionale du Budget de l'Est.

Chaque Direction Régionale du Budget comprend :

un Service de l'Ordonnancement, un Service du Budget et un Service de la Solde.

II. DEFINITIONS DES CONCEPTS ET METHODOLOGIES D'ELABORATION DES PRODUCTIONS STATISTIQUES

La définition de certains concepts de base et des instruments de collectes de données utilisés dans l'annuaire statistique est indispensable pour la compréhension des analyses des niveaux d'exécution des dépenses et ceux du recouvrement des recettes.

II.1. DEFINITION DES CONCEPTS

A	
Abattement	Mesure tendant à diminuer la base d'imposition.
Agrément fiscal	Décision accordant des allègements fiscaux à certaines entreprises afin de favoriser l'adaptation des structures industrielles et commerciales, de faciliter le développement régional ou celui de la recherche scientifique et technique ou encore la conservation du patrimoine artistique national.
Annualité du budget	Principe selon lequel le budget est voté pour un an.

Appuis budgétaires	Ressources non affectées consenties par les partenaires techniques et financiers pour la couverture des charges budgétaires. Ces appuis sont décaissés sous forme de dons et de prêts.
Article	Principale subdivision d'un chapitre budgétaire.
Assiette	Ce terme désigne, d'une part l'ensemble des règles appliquées ou des opérations effectuées par les services pour déterminer les éléments (bénéfices, chiffre d'affaires, valeur des biens achetés ou reçus en héritage, etc.) qui doivent être soumis à l'impôt, d'autre part le résultat de ces opérations auquel est appliqué ensuite le taux ou le barème de l'impôt. Dans ce deuxième cas, il est synonyme de "base" ou, en matière d'impôt sur le revenu, par exemple, de "revenu net imposable".
Au-dessous de la ligne	Les dépenses et les recettes situées "au-dessous de la ligne" sont les charges et les ressources afférentes aux prêts et avances de l'État et à toutes les autres opérations à caractère temporaire.
Au-dessus de la ligne	Les dépenses et recettes situées "au-dessus de la ligne" sont les dépenses et les recettes à caractère définitif.
Autorisation de programme	Limite supérieure du crédit qui peut être engagé, en une ou plusieurs années, pour l'exécution d'un investissement, la réalisation progressive de celui-ci donnant lieu ensuite à l'inscription de crédits de paiement en fonction de l'échéancier des travaux.
B	
Besoins de financement	Correspondent à la différence entre les recettes totales et les dépenses totales (Recettes totales – Dépenses totales)
Budget annexe	Budget retraçant les dépenses et les recettes d'un service de l'État dont l'activité tend essentiellement à produire des biens ou à rendre des services donnant lieu à paiement.
Budget de l'État	C'est l'ensemble des comptes qui décrivent pour une année civile toutes les ressources et toutes les charges de l'État.
Budget économique	Compte prévisionnel présenté en annexe du projet de loi de finances de l'année, retraçant les données prévisibles de l'activité économique au cours de cette même année.
Budget général	Compte du budget regroupant les recettes et les dépenses des services publics administratifs (par opposition aux budgets annexes et aux comptes spéciaux du Trésor).

Budget de programme	Outil budgétaire qui permet de projeter, selon une nomenclature déterminée en fonction des politiques publiques mises en œuvre, l'évolution des besoins budgétaires d'un secteur ou d'un ministère. Il constitue le support par excellence de l'évaluation de la performance à travers des indicateurs et des objectifs qui lui sont associés. Corrélé à une structure ministérielle (chaque budget programme recouvre le périmètre d'un seul ministère), le budget programme propose une structure de présentation qui met en relation l'utilisation de crédits budgétaires et la politique publique mise en œuvre : le programme.
C	
Cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) global	Instrument de programmation pluriannuel glissant dont l'objectif est d'assurer la traduction budgétaire annuelle d'une stratégie pluriannuelle tout en respectant un cadre financier contraint. Il procède à l'allocation des enveloppes budgétaires sectorielles en fonction des priorités de la stratégie retenue et des perspectives de ressources. Il est un outil d'aide à la définition de l'équilibre des finances publiques sur le moyen terme.
Cadre budgétaire à moyen terme (CBMT)	Consiste à évaluer les objectifs budgétaires pluriannuels en matière de dépenses et de recettes. Il est le cadre préparatoire du CDMT global et prévoit les agrégats budgétaires non désagrégés par secteur ou ministère.
Chapitre	Unité fondamentale de l'exécution du budget, qui permet au Gouvernement de répartir les crédits ouverts à un ministère en regroupant les dépenses selon leur nature ou leur destination à l'intérieur d'une même subdivision.
Comptes spéciaux du Trésor	Comptes distincts du budget général, retraçant les dépenses et les recettes de l'État entre lesquelles on veut établir un lien, soit que l'on veuille affecter certaines recettes à la couverture de certaines dépenses (compte d'affectation spéciale), soit que l'on veuille faire apparaître une sorte de bilan entre des opérations qui sont en étroite corrélation (compte de prêts par exemple).
Crédit évaluatif	Crédit servant à acquitter les dettes de l'État résultant de dispositions législatives spéciales ou de conventions permanentes approuvées par la loi, telles que les charges de la Dette publique ou les frais de justice. Comme l'État doit payer de telles dépenses dès qu'elles se présentent et quel qu'en soit le montant, les chiffres de crédits correspondants inscrits dans la loi de finances n'ont pas, comme c'est le cas d'ordinaire, le caractère d'un plafond mais d'une simple évaluation pouvant être dépassée sans autorisation préalable du législateur.
Crédit limitatif	Montant plafonné d'une somme inscrite dans le projet de loi de finances que les administrations ne peuvent pas dépasser durant la période d'exécution du budget.

D	
Décret d'avance	Décret pris par le gouvernement en cas d'urgence pour augmenter les crédits ouverts par la loi de finances. Il doit être soumis à ratification par le Parlement.
Déficit budgétaire	Excédent des charges sur les recettes pour l'ensemble des opérations du budget général et des comptes spéciaux du Trésor soit l'ensemble des opérations à caractère définitif et opérations à caractère temporaire, hors celles des budgets annexes, équilibrées par définition. Dans une loi de finances, l'expression utilisée pour qualifier le déficit est "solde budgétaire".
Dépenses ordinaires	dépenses de fonctionnement et les transferts.
Dettes publiques	Ensemble des dettes de l'État résultant des emprunts que ce dernier a émis ou garantis.
Dons	Concours financiers non remboursable reçus de donateurs nationaux et/ou étrangers. On distingue les dons intérieurs et extérieurs d'une part et les dons programmes répondant à des objectifs généraux d'aide budgétaire et les dons projets correspondant aux aides aux projets spécifiques d'investissement d'autre part.
Dotations	Correspondent aux crédits budgétaires alloués à un ministère ou à une Institution.
E	
Emprunts obligataires	Ressources prévues pour être mobilisées sur le marché financier par le Trésor Public.
Engagés réservés	Somme des engagements en projet et des engagements visés par le contrôleur financier.
Engagés visés	Dépenses dont les projets d'engagement ont reçu le visa du contrôleur financier. Ce visa du contrôleur marque le début de la conclusion du contrat entre l'Etat et le prestataire.
Epargnes budgétaires	Correspondent à la différence entre les recettes courantes et les dépenses courantes (Recettes courantes – Dépenses courantes)
Exonération	dispense d'impôt sous certaines conditions fixées par la loi
F	
Fait générateur	situation ou événement qui entraîne l'exigibilité de l'impôt.
	<i>Exemple :</i> le fait générateur de la TVA est généralement la livraison de la marchandise ou l'exécution des services ou travaux.

Fonds de concours	1. Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'État à des dépenses d'intérêt public.
	2. Produit de legs ou de dons attribués à l'État ou à une administration publique.
G	
Garanties de paiement	moyens accordés aux comptables des impôts et du Trésor pour assurer le recouvrement des créances du Trésor (privilège, hypothèque légale du Trésor, etc.). Un contribuable qui présente une réclamation contre un impôt peut demander le sursis de paiement des droits contestés à condition de constituer des garanties de paiement telles que consignation à un compte d'attente du Trésor, obligations cautionnées, etc.
I	
Imposable	désigne la situation fiscale d'une personne ou d'une opération qui, par le montant de son revenu, par son activité ou sa nature, entre dans le champ d'application de l'impôt mais sans toujours être effectivement imposée. (cas de personnes qui ont un revenu inférieur au seuil d'imposition)
L	
Liquidation	correspond à l'étape de la constatation du service fait par le prestataire. Elle n'intervient qu'après la preuve du service fait qui se matérialise par des pièces dont la nature et le nombre sont définis dans la nomenclature des pièces justificatives. Cette nomenclature a été définie par l'arrêté n° 2005/001/MFB/SG/DGTCP /CODEP du 04 /01/ 2005.
Liquidation de l'impôt	calcul de l'impôt par l'application du taux ou du barème à la base imposable et compte tenu d'éventuelles déductions ou réductions.
Loi de finances initiale	loi prévoyant et autorisant, pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'État.
	Cette loi comprend deux parties distinctes :
	- dans la première partie, elle autorise la perception des ressources publiques et comporte les voies et moyens qui assurent l'équilibre financier ;
	- dans la seconde partie, elle fixe pour le budget général le montant global des crédits applicables aux services votés et arrête les autorisations nouvelles par titre et par ministère ; elle autorise, en distinguant les services votés des opérations nouvelles, les opérations des budgets annexes et les opérations des comptes spéciaux du Trésor. La loi de finances initiale doit être votée avant le début de l'année à laquelle elle se rapporte.

Loi de finances rectificative	(appelée aussi "collectif") loi modifiant en cours d'année les dispositions de la loi de finances initiale de l'année.
Loi de règlement	loi constatant les résultats financiers de chaque année civile et approuvant les différences entre les résultats et les prévisions de la loi de finances de l'année, complétée, le cas échéant, par ses lois rectificatives.
M	
Mesure nouvelle	modification proposée dans le projet de budget par rapport au montant des services votés.
O	
Opération à caractère définitif	opération de dépense de l'État non remboursable.
Opération à caractère temporaire	prêt, avance et toute opération analogue pour laquelle la dépense pourra être récupérée à terme par remboursement.
Ordonnancement	correspond à l'émission du titre de paiement donnant l'ordre au comptable de payer la dette de l'Etat.
P	
Prélèvement d'impôt	somme retranchée de certains revenus au moment de leur encaissement pour être versée au Trésor soit par la personne qui a payé le revenu, soit par celle qui l'a encaissé. (ex : prélèvement sur les produits d'obligations. Ce prélèvement peut être libératoire ou non de l'impôt).
Prélèvements obligatoires	addition de l'ensemble des impôts perçus par l'État, y compris ceux reversés aux collectivités locales ou à la Communauté européenne, et des cotisations sociales effectives versées par les assurés ou leurs employeurs afin d'acquiescer ou de maintenir des droits et prestations.
Produit intérieur brut (PIB)	somme des valeurs ajoutées de l'ensemble des branches de production (augmentée de la TVA grevant les produits et les droits de douane). Il se compose du produit intérieur marchand (biens et services échangés) et du produit intérieur brut non marchand (services fournis par les administrations publiques et privées à titre gratuit ou quasi gratuit)

R	
Recettes d'ordre	recettes venant en atténuation des charges de la dette de l'État. Il s'agit, pour l'essentiel, des recettes sur coupons courus lors de l'émission d'obligations assimilables du Trésor (OAT) ou de bons du Trésor à taux fixe et à intérêts annuels (BTAN) et de la rémunération des fonds du Trésor déposés à la Banque de France. Ces recettes permettent de passer de la charge "brute" de la dette à la charge "nette" effectivement supportée par la trésorerie de l'Etat.
Redressement fiscal	rectification d'une déclaration fiscale par le service des impôts lorsqu'il constate des insuffisances, omissions ou erreurs dans les éléments déclarés.
Report de crédits	opération s'effectuant par arrêté du ministre chargé du Budget, en vertu de laquelle un crédit accordé pour une année donnée et non consommé peut venir s'ajouter à la dotation correspondante du budget de l'année suivante.
S	
Secteurs sociaux	Les dépenses sociales sont calculées sur la base du protocole d'accord technique de la FEC (Facilité Elargie de Crédit) appuyé par le FMI qui stipule : « les dépenses sociales de réduction de la pauvreté sont définies comme les dépenses des secteurs abritant des programmes prioritaires identifiés dans le CSLP pour accélérer la réalisation des objectifs de réduction de la pauvreté. Ces dépenses couvrent tous les titres des ministères suivants : Santé ; Enseignement de Base et alphabétisation ; Action sociale et solidarité nationale ; Enseignements secondaire, supérieur et recherche scientifique ; Jeunesse et emploi ; Promotion de la Femme, du Travail et de la sécurité sociale, de l'Agriculture de l'hydraulique et ressources halieutiques, Environnement et du cadre de vie, mines, carrières et de l'énergie. Elles couvrent également les pistes rurales pour les infrastructures, les dépenses sur PPTE de la justice et le Ministère de l'économie et des finances, certaines dépenses de la culture, tourisme et communication et de la Section Dépenses communes interministériels.
Sections	Ministères ou institutions qui sont les bénéficiaires des dotations budgétaires. Elles sont codifiées par deux (02) caractères et correspondent au premier niveau de la classification par destination ;
Services votés	minimum de dotations que le Gouvernement juge indispensable pour poursuivre l'exécution des services publics dans les conditions qui ont été approuvées l'année précédente par le Parlement.
Spécialité	principe selon lequel les crédits ouverts en loi de finances le sont pour un objet déterminé. Aux termes de la loi organique de 1959, les crédits sont spécialisés par chapitres

T	
Titres budgétaires	Selon la nomenclature budgétaire commune aux Etats membres de l'UEMOA, le titre correspond au premier niveau de la classification par nature et est codifié sur un (01) caractère.
	Pour les recettes, elles sont toutes regroupées en un seul titre, c'est le titre 0
	Pour les dépenses, il existe six (06) titres correspondant aux grandes catégories de dépenses que sont :
	- titre 1 : Amortissements, charge de la Dette et dépenses en atténuation des recettes ;
	- titre 2 : Dépenses de personnel ;
	- titre 3 : Dépenses de fonctionnement ;
	- titre 4 : Dépenses de transfert courant ;
	- titre 5 : Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat ;
	- titre 6 : Transfert en capital.

II.2. METHODOLOGIE D'ELABORATION DE L'ANNUAIRE STATISTIQUE BUDGETAIRE

La préparation de l'annuaire statistique budgétaire 2009 a été un processus long et complexe auquel ont participé des agents de la Direction Générale du Budget et plus particulièrement ceux de la Direction de l'exécution et des statistiques budgétaires.

Les données sont collectées auprès des structures centrales du Ministère de l'Economie et des Finances notamment la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), la Direction Générale des Douanes (DGD), la Direction Générale des Impôts (DGI), la Direction Générale de l'Economie et de la Planification (DGEP), la Direction Générale de la Coopération (DGCOOP) pour être centralisées et traitées pour la production des tableaux statistiques à des fins d'utilisation. La centralisation et le traitement des données se font au Service des Statistiques (SS) de la Direction de l'Exécution et des Statistiques Budgétaires.

En plus des données collectées auprès de ces structures certains outils ou logiciels sont utilisés permettant de générer différents types d'informations budgétaires notamment :

-  Le Circuit Intégré de la Dépense qui est un outil informatique intégrant toutes les étapes de l'exécution de la dépense. Il permet par le système d'information qu'il génère, une gestion dynamique de la trésorerie et contribue à l'efficacité du contrôle interne.
-  Le Circuit Intégré des Recettes qui est en cours d'expérimentation devrait remédier aux difficultés de communication automatique entre les différents systèmes de gestion

(SYDONIA pour les douanes, CIE et CICL pour le Trésor et SINTAX pour les impôts). Ces outils et les types d'information qu'ils génèrent sont donnés dans le tableau ci-après :

N°	Type de logiciel	Type d'information
1	CID	Données sur la programmation et l'exécution budgétaire
2	CIR	Données relatives aux opérations de recettes
3	CIE	Données relatives à la comptabilité et à la gestion de la trésorerie
4	SIGASPE	Données relatives à l'exécution des dépenses de personnel
5	SIMP	Données relatives à la mise en œuvre des plans de passation des marchés
6	CIFE	Données sur le suivi des décaissements des financements extérieurs
7	SYDONIA	Données relatives au suivi des statistiques douanières
8	SINTAX	Données relatives à la fiscalité
9	EXO	Données de suivi des exonérations fiscales

Les outils utilisés à la DESB pour la production de l'annuaire statistique budgétaire sont essentiellement le CID, le SIGASPE et le CIR. Ces outils permettent de renseigner la situation de l'exécution budgétaire intégrant les différents niveaux de consommation des crédits budgétaires.

III. PRESENTATION DES TABLEAUX STATISTIQUES

III.1. Tableaux des ressources

Prévisions par nature de recettes

Tableau 1: Evolution des prévisions de recettes budgétaires sur la période 2000-2009

En millions de F CFA

Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Recettes ordinaires	239 679	311 570	347 181	301 621	373 154	423 940	461 472	635 886	540 787	611 111
Recettes fiscales	205 639	277 635	306 321	275 836	329 836	390 966	414 746	448 873	475 455	534 538
Recettes non fiscales	16 304	23 777	25 193	22 227	28 633	28 393	28 319	38 667	32 229	38 990
Recettes en capital	17 736	10 157	15 668	3 559	14 685	4 582	18 408	148 346	33 103	37 583
Recettes extraordinaires	-	130 602	168 968	204 051	237 390	371 396	443 050	459 407	474 135	300 318
Dons	nd	69 064	82 882	83 446	106 255	179 330	204 909	247 509	213 438	134 851
Emprunts	nd	61 538	86 086	120 605	131 135	192 066	238 142	211 899	260 697	165 467
Recettes totales	-	442 172	516 149	505 672	610 544	795 336	904 522	1 095 293	1 014 922	911 429

Source : DOC, Lois de règlement et régies

Tableau 2: Evolution de l'indice annuel des prévisions de recettes budgétaires sur la période 2000-2009

Base 100 en 2000 pour les recettes ordinaires et en 2001 pour le reste

Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Recettes ordinaires	100	129.99	144.85	125.84	155.69	176.88	192.54	265.31	225.63	254.97
Recettes fiscales	100	135.01	148.96	134.14	160.40	190.12	201.69	218.28	231.21	259.94
Recettes non fiscales	100	145.84	154.52	136.33	175.62	174.14	173.69	237.16	197.68	239.14
Recettes en capital	100	57.27	88.34	20.07	82.80	25.83	103.79	836.41	186.64	211.90
Recettes extraordinaires		100	129.38	156.24	181.77	284.37	339.24	351.76	363.04	229.95
Dons		100	120.01	120.82	153.85	259.66	296.69	358.38	309.04	195.26
Emprunts		100	139.89	195.98	213.09	312.11	386.98	344.34	423.63	268.88
Recettes totales		100	116.73	114.36	138.08	179.87	204.56	247.71	229.53	206.13

Source : DGB/DESB/SS

Tableau 3: Variation annuelle des prévisions de recettes budgétaires sur la période 2000-2009

En %

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	CAM ¹
Recettes ordinaires	29.99	11.43	-13.12	23.72	13.61	8.85	37.80	-14.96	13.00	10.96
Recettes fiscales	35.01	10.33	- 9.95	19.58	18.53	6.08	8.23	5.92	12.43	11.20
Recettes non fiscales	45.84	5.95	-11.77	28.82	-0.84	-0.26	36.54	-16.65	20.98	10.17
Recettes en capital	-42.73	54.25	-77.29	312.63	-68.80	301.76	705.89	-77.69	13.53	8.70
Recettes extraordinaires		29.38	20.76	16.34	56.45	19.29	3.69	3.21	-36.66	10.97
Dons		20.01	0.68	27.33	68.77	14.26	20.79	-13.77	-36.82	8.72
Emprunts		39.89	40.10	8.73	46.46	23.99	-11.02	23.03	-36.53	13.16
Recettes totales		16.73	- 2.03	20.74	30.27	13.73	21.09	-7.34	-10.20	9.46

Source : DGB/DESB/SS

Tableau 4: Evolution de la structure des prévisions de recettes budgétaires par nature de recettes sur la période 2000-2009

En %

Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Recettes ordinaires	100.00	70.46	67.26	59.65	61.12	53.30	51.02	58.06	53.28	67.05
Recettes fiscales	85.80	62.79	59.35	54.55	54.02	49.16	45.85	40.98	46.85	58.65
Recettes non fiscales	6.80	5.38	4.88	4.40	4.69	3.57	3.13	3.53	3.18	4.28
Recettes en capital	7.40	2.30	3.04	0.70	2.41	0.58	2.04	13.54	3.26	4.12
Recettes extraordinaires	-	29.54	32.74	40.35	38.88	46.70	48.98	41.94	46.72	32.95
Dons	-	15.62	16.06	16.50	17.40	22.55	22.65	22.60	21.03	14.80
Emprunts	-	13.92	16.68	23.85	21.48	24.15	26.33	19.35	25.69	18.15
Recettes totales	-	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00

Source : DGB/DESB/SS

Recouvrements par nature de recettes

Tableau 5: Evolution des recouvrements de recettes budgétaires sur la période 2000-2009

En millions de F CFA

Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Recettes ordinaires	208 629	227 645	271 775	304 233	333 877	364 547	385 042	557 263	483 999	594 884
Recettes fiscales	176 334	202 516	237 347	261 733	297 851	331 009	351 346	373 025	439 648	484 467
Recettes non fiscales	14 696	19 020	30 454	37 484	26 118	28 985	31 208	36 359	38 036	79 820
Recettes en capital	17 599	6 109	3 974	5 015	9 908	4 554	2 488	147 879	6 316	30 597
Recettes extraordinaires	nd	83 733	114 561	149 087	92 562	101 077	118 751	117 504	312 161	196 334
Dons	nd	61 368	112 774	89 649	92 562	101 077	59 140	95 627	150 375	86 924
Emprunts	nd	22 365	1 787	59 438	-	-	59 611	21 877	161 786	109 410
Recettes totales	-	311 377	386 335	453 319	426 439	465 624	503 793	674 767	796 160	791 218

Source : DOC, Lois de règlement

¹ Croissance annuelle moyenne sur la période 2000-2009 pour les recettes ordinaires et 2001-2009 pour le reste

Tableau 6: Evolution de l'indice annuel des recouvrements de recettes budgétaires sur la période 2000-2009

Base 100 en 2000 pour les recettes ordinaires et en 2001 pour le reste

Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Recettes ordinaires	100	109.11	130.27	145.82	160.03	174.73	184.56	267.11	231.99	285.14
Recettes fiscales	100	114.85	134.60	148.43	168.91	187.72	199.25	211.54	249.33	274.74
Recettes non fiscales	100	129.42	207.23	255.06	177.72	197.23	212.35	247.41	258.82	543.14
Recettes en capital	100	34.71	22.58	28.50	56.30	25.88	14.14	840.27	35.89	173.86
Recettes extraordinaires		100	136.82	178.05	110.54	120.71	141.82	140.33	372.81	234.48
Dons		100	183.77	146.08	150.83	164.71	96.37	155.82	245.04	141.64
Emprunts		100	7.99	265.77	0.00	0.00	266.54	97.82	723.40	489.21
Recettes totales		100	124.07	145.59	136.95	149.54	161.79	216.70	255.69	254.10

Source : DGB/DESB/SS

Tableau 7: Variation annuelle des recouvrements de recettes budgétaires sur la période 2000-2009

En %

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	CAM ²
Recettes ordinaires	9.11	19.39	11.94	9.74	9.19	5.62	44.73	-13.15	22.91	12.35
Recettes fiscales	14.85	17.20	10.27	13.80	11.13	6.14	6.17	17.86	10.19	11.88
Recettes non fiscales	29.42	60.12	23.08	-30.32	10.97	7.67	16.51	4.61	109.86	20.69
Recettes en capital	-65.29	-34.95	26.21	97.56	-54.04	-45.36	5842.68	-95.73	384.47	6.34
Recettes extraordinaires	-	36.82	30.14	-37.91	9.20	17.49	-1.05	165.66	-37.10	11.24
Dons	-	83.77	-20.51	3.25	9.20	-41.49	61.70	57.25	-42.19	4.45
Emprunts	-	-92.01	3 226.20				-63.30	639.53	-32.37	
Recettes totales	-	24.07	17.34	-5.93	9.19	8.20	33.94	17.99	-0.62	12.36

Source : DGB/DESB/SS

Tableau 8: Evolution de la structure des recouvrements de recettes budgétaires sur la période 2000- 2009

En %

Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Recettes ordinaires	100	73.11	70.35	67.11	78.29	78.29	76.43	82.59	60.79	75.19
Recettes fiscales	84.52	65.04	61.44	57.74	69.85	71.09	69.74	55.28	55.22	61.23
Recettes non fiscales	7.04	6.11	7.88	8.27	6.12	6.22	6.19	5.39	4.78	10.09
Recettes en capital	8.44	1.96	1.03	1.11	2.32	0.98	0.49	21.92	0.79	3.87
Recettes extraordinaires	-	26.89	29.65	32.89	21.71	21.71	23.57	17.41	39.21	24.81
Dons	-	19.71	29.19	19.78	21.71	21.71	11.74	14.17	18.89	10.99
Emprunts	-	7.18	0.46	13.11	0.00	0.00	11.83	3.24	20.32	13.83
Recettes totales		100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : DGB/DESB/SS

² Croissance annuelle moyenne sur la période 2000-2009 pour les recettes ordinaires et 2001-2009 pour le reste

Taux de recouvrements par nature de recettes

Tableau 9: Evolution des taux de recouvrement par nature de recettes sur la période 2000-2009

Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Recettes ordinaires	87.05%	73.06%	78.28%	100.87%	89.47%	85.99%	83.44%	87.64%	89.50%	97.34%
Recettes fiscales	85.75%	72.94%	77.48%	94.89%	90.30%	84.66%	84.71%	83.10%	92.47%	90.63%
Recettes non fiscales	90.14%	79.99%	120.89%	168.64%	91.22%	102.08%	110.20%	94.03%	118.02%	204.72%
Recettes en capital	99.23%	60.14%	25.36%	140.91%	67.47%	99.39%	13.52%	99.69%	19.08%	81.41%
Recettes extraordinaires	-	64.11%	67.80%	73.06%	38.99%	27.22%	26.80%	25.58%	65.84%	65.38%
Dons	-	88.86%	136.06%	107.43%	87.11%	56.36%	28.86%	38.64%	70.45%	64.46%
Emprunts	-	36.34%	2.08%	49.28%	0.00%	0.00%	25.03%	10.32%	62.06%	66.12%
Recettes totales	-	70.42%	74.85%	89.65%	69.85%	58.54%	55.70%	61.61%	78.45%	86.81%

Source : DGB/DESB/SS

Recouvrements par régions de recettes

Tableau 10: Evolution des recouvrements de recettes budgétaires par région sur la période 2000-2009

En millions de F CFA

Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
DGD	78 141	97 271	120 222	137 539	150 445	166 192	172 577	183 779	210 903	222 173
DGI	103 733	109 034	114 374	138 611	156 610	178 278	186 892	212 498	226 760	266 542
DGTCP	26 755	15 300	34 985	40 062	32 829	32 242	26 755	179 116	37 138	106 169
DGCOOP	0	83 733	114 561	149 087	92 562	101 077	118 751	117 504	312 161	196 334
Recettes totales	208 629	305 338	384 142	465 299	432 446	477 789	504 975	692 897	786 962	791 218

Source : Régies et DEP/MEF

Tableau 11: Evolution de la structure des recouvrements de recettes par régions sur la période 2000-2009

En %

Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
DGD	37.45	31.86	31.30	29.56	34.79	34.78	34.18	26.52	26.80	28.08
DGI	49.72	35.71	29.77	29.79	36.21	37.31	37.01	30.67	28.81	33.69
DGTCP	12.82	5.01	9.11	8.61	7.59	6.75	5.30	25.85	4.72	13.42
DGCOOP	0.00	27.42	29.82	32.04	21.40	21.16	23.52	16.96	39.67	24.81
Recettes totales	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00

Source : DGB/DESB/SS

Tableau 12: Evolution des recouvrements de recettes de la Direction Générale des Douanes (DGD) de 2000 à 2009

En millions de F CFA

Années	Recettes fiscales		Recettes non fiscales		Total		
	Prévisions	Recouvrements	Prévisions	Recouvrements	Prévisions	Recouvrements	Taux
2000	88 721	72 463	2 972	5 678	91 693	78 141	85.22
2001	90 472	91 073	3 030	6 198	93 502	97 271	104.03
2002	103 747	112 763	3 475	7 459	107 222	120 222	112.12
2003	116 625	131 431	3 906	6 108	120 531	137 539	114.11
2004	138 858	146 126	4 651	4 319	143 509	150 445	104.83
2005	158 055	161 246	5 294	4 946	163 349	166 192	101.74
2006	175 680	167 081	5 884	5 496	181 564	172 577	95.05
2007	186 756	177 635	5 844	6 144	192 600	183 779	95.42
2008	190 878	203 145	5 922	7 758	196 800	210 903	107.17
2009	207 143	215 578	7 912	6 595	215 055	222 173	103.31

Source : DGD

Tableau 13: Evolution des recouvrements de recettes de la Direction Générale des Impôts (DGI) de 2000 à 2009

En millions de F CFA

Années	Recettes fiscales		Recettes non fiscales		Recettes en capital		Total		
	Prévisions	Recouvrements	Prévisions	Recouvrements	Prévisions	Recouvrements	Prévisions	Recouvrements	Taux
2000	115 266	102 883	1 170	847	140	3	116 576	103 733	88.98
2001	127 356	108 241	1 910	780	390	13	129 656	109 034	84.09
2002	142 085	113 314	2 020	1 020	390	40	144 495	114 374	79.15
2003	133 713	137 210	1 016	1 330	5	71	134 734	138 611	102.88
2004	162 058	155 334	1 108	1 225	2	51	163 168	156 610	95.98
2005	201 784	176 658	1 108	1 223	7	397	202 899	178 278	87.87
2006	224 772	185 279	1 837	1 463	140	150	226 749	186 892	82.42
2007	258 968	212 156	1 863	186	167	156	260 998	212 498	81.42
2008	281 254	226 591	166	162	177	7	281 597	226 760	80.53
2009	324 006	266 261	187	278	30	3	324 223	266 542	82.21

Source : DGI

Tableau 14: Evolution des recouvrements de recettes de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) de 2004 à 2008

En millions de F CFA

Années	Recettes fiscales		Recettes non fiscales		Recettes en capital		Total		
	Prévisions	Recouvrements	Prévisions	Recouvrements	Prévisions	Recouvrements	Prévisions	Recouvrements	Taux
2000	1 652	988	12 162	8 171	17 596	17 596	31 410	26 755	85.18
2001	2 145	1 397	10 673	8 062	5 841	5 841	18 659	15 300	82.00
2002	9 142	9 313	9 358	21 179	14 808	4 494	33 307	34 985	105.04
2003	8 922	6 951	10 545	28 166	3 554	4 945	23 020	40 062	174.03
2004	2 460	2 075	20 906	20 269	14 683	10 485	38 048	32 829	86.28
2005	2 643	4 942	21 664	23 138	4 574	4 162	28 881	32 242	111.64
2006	2 748	2 658	21 107	21 164	17 768	2 933	41 622	26 755	64.28
2007	3 061	2 761	31 605	28 591	148 178	147 764	182 844	179 116	97.96
2008	3 231	3 639	26 233	26 776	32 926	6 723	62 389	37 138	59.53
2009	3 389	2 628	30 891	72 947	37 553	30 594	71 833	106 169	147.80

Source : DEP/MEF et DGTCP

Tableau 15: Evolution des prévisions et des recouvrements de financements extérieurs de la Direction Générale de la Coopération (DGCOOP) de 2000 à 2009

En millions de F CFA

Années	Prêts		Dons		Total		
	Prévisions	Recouvrements	Prévisions	Recouvrements	Prévisions	Recouvrements	Taux (en %)
2 000	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
2 001	61 538	22 365	69 064	61 368	130 602	83 733	64.11
2 002	86 086	1 787	82 882	112 774	168 968	114 561	67.80
2 003	120 605	59 438	83 446	89 649	204 051	149 087	73.06
2 004	131 135	0	106 255	92 562	237 390	92 562	38.99
2 005	192 066	0	179 330	101 077	371 396	101 077	27.22
2 006	238 142	59 611	204 909	59 140	443 050	118 751	26.80
2 007	211 899	21 877	247 509	95 627	459 407	117 504	25.58
2 008	260 697	161 786	213 438	150 375	474 135	312 161	65.84
2 009	165 467	109 410	134 851	86 924	300 318	196 334	65.38

Source : Lois de règlement et DGCOOP

III.2. Tableaux des dépenses

Dotations par nature de dépenses

Tableau 16: Evolution des dotations budgétaires par titre de 2000 à 2009

En millions de F CFA

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Dépenses ordinaires	240 206	267 491	278 926	266 255	370 484	416 615	451 508	519 611	522 961	625 255
Titre 1	15 768	19 565	20 000	14 400	78 830	79 500	62 331	56 219	53 504	102 600
Titre 2	84 482	97 500	103 041	109 202	120 996	139 400	156 238	187 939	198 996	229 878
Titre 3	41 565	44 885	45 567	53 567	63 050	69 217	85 252	104 548	100 612	101 960

Titre 4	98 391	105 541	110 317	89 086	107 607	128 499	147 687	170 905	169 850	190 816
Dépenses en capital	223 367	228 978	292 977	325 389	317 662	379 570	460 451	513 051	485 769	594 351
Titre 5	39 137	50 343	59 745	42 733	315 468	376 570	452 921	474 893	478 059	563 715
<i>Part Etat</i>					77 363	95 312	121 238	140 563	190 444	263 397
<i>Subvention</i>					106 970	125 276	146 955	144 631	118 479	134 851
<i>Prêt</i>					131 135	155 982	184 729	189 699	169 136	165 467
Titre 6	184 230	48 032	64 263	282 656	2 194	3 000	7 530	38 158	7 710	25 481
Dotation globale	463 573	365 867	402 935	591 644	688 146	796 186	911 959	1 032 662	1 008 730	1 214 451

Source : DOC, Lois de règlement, CID

Tableau 17: Evolution de l'indice annuel des dotations budgétaires sur la période 2000-2003 et 2004-2009

Base 100 en 2000 et en 2004

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Dépenses ordinaires	100	111.36	116.12	110.84	100	112.45	121.87	140.25	141.16	168.77
Titre 1	100	124.08	126.84	91.32	100	100.85	79.07	71.32	67.87	130.15
Titre 2	100	115.41	121.97	129.26	100	115.21	129.13	155.33	164.46	189.99
Titre 3	100	107.99	109.63	128.87	100	109.78	135.21	165.82	159.58	161.71
Titre 4	100	107.27	112.12	90.54	100	119.41	137.25	158.82	157.84	177.33
Dépenses en capital	100	44.04	55.52	145.67	100	119.49	144.95	161.51	152.92	185.48
Titre 5	100	128.63	152.66	109.19	100	119.37	143.57	150.54	151.54	178.69
<i>Part Etat</i>					100	123.20	156.71	181.69	246.17	340.47
<i>Subvention</i>					100	117.11	137.38	135.21	110.76	126.06
<i>Prêt</i>					100	118.95	140.87	144.66	128.98	126.18
Titre 6	100	26.07	34.88	153.43	100	136.71	343.14	1738.85	351.34	1161.16
Dotation globale	100	78.92	86.92	127.63	100	115.70	132.52	150.06	146.59	176.48

Source : DGB/DESB/SS

Tableau 18: Variation annuelle des dotations budgétaires sur les périodes 2000-2003 et 2004-2009

En %

	2001	2002	2003	CAM	2005	2006	2007	2008	2009	CAM
Dépenses ordinaires	11.36	4.27	-4.54	3.49	12.45	8.38	15.08	0.64	19.56	11.03
Titre 1	24.08	2.22	-28.00	-2.98	0.85	-21.60	-9.81	-4.83	91.76	5.41
Titre 2	15.41	5.68	5.98	8.93	15.21	12.08	20.29	5.88	15.52	13.70
Titre 3	7.99	1.52	17.56	8.82	9.78	23.17	22.63	-3.77	1.34	10.09
Titre 4	7.27	4.53	-19.25	-3.26	19.41	14.93	15.72	-0.62	12.34	12.14
Dépenses en capital	-55.96	26.06	162.39	13.36	19.49	21.31	11.42	-5.32	21.29	13.35
Titre 5	28.63	18.68	-28.47	2.97	19.37	20.28	4.85	0.67	17.92	12.52
<i>Part Etat</i>					23.20	27.20	15.94	35.49	38.31	27.77
<i>Subvention</i>					17.11	17.30	-1.58	-18.08	13.82	5.53
<i>Prêt</i>					18.95	18.43	2.69	-10.84	-2.17	4.76
Titre 6	-73.93	33.79	339.84	15.34	36.71	151.00	406.75	-79.79	230.49	63.30
Dotation globale	-21.08	10.13	46.83	8.47	15.70	14.54	13.24	-2.32	20.39	12.13

Source : DGB/DESB/SS

Tableau 19: Evolution de la structure des dépenses entre 2000 et 2009

En %

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Dépenses ordinaires	51.82	73.11	69.22	45.00	53.84	52.33	49.51	50.32	51.84	51.48
Titre 1	3.40	5.35	4.96	2.43	11.46	9.99	6.83	5.44	5.30	8.45
Titre 2	18.22	26.65	25.57	18.46	17.58	17.51	17.13	18.20	19.73	18.93
Titre 3	8.97	12.27	11.31	9.05	9.16	8.69	9.35	10.12	9.97	8.40
Titre 4	21.22	28.85	27.38	15.06	15.64	16.14	16.19	16.55	16.84	15.71
Dépenses en capital	48.18	26.89	30.78	55.00	46.16	47.67	50.49	49.68	48.16	48.52
Titre 5	8.44	13.76	14.83	7.22	45.84	47.30	49.66	45.99	47.39	46.42
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Part Etat					11.24	11.97	13.29	13.61	18.88	21.69
Subvention					15.54	15.73	16.11	14.01	11.75	11.10
Prêt					19.06	19.59	20.26	18.37	16.77	13.62
Titre 6	39.74	13.13	15.95	47.77	0.32	0.38	0.83	3.70	0.76	2.10
Dotation globale	100	100	100	100	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : DGB/DESB/SS

 Exécutions par nature de dépenses

Tableau 20: Evolution de l'exécution des dépenses budgétaires sur la période 2000-2009

En millions de FCFA

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Dépenses ordinaires	243 407	254 238	261 378	368 174	409 046	446 446	511 590	513 076	593 412
Titre 1	22 575	17 270	15 895	77 501	80 415	61 967	54 720	52 302	88 889
Titre 2	97 950	103 369	109 200	120 942	139 332	161 189	187 140	198 826	222 210
Titre 3	42 293	44 393	47 552	62 126	68 725	79 514	100 520	94 247	95 285
Titre 4	80 589	89 206	88 731	107 604	120 575	143 777	169 210	167 700	187 028
Dépenses en capital	89 963	116 349	112 141	79 610	92 362	119 096	377 133	310 032	474 749
Titre 5	54 948	59 099	58 883	77 779	90 110	115 757	340 065	303 860	449 325
Part Etat				77 779	90 110	115 757	132 426	175 556	252 991
Subvention				0	0	0	114 673	58 974	86 924
Prêt				0	0	0	92 965	69 329	109 410
Titre 6	35 014	57 250	53 257	1 831	2 252	3 338	37 068	6 172	25 424
Dépense globale	333 370	370 587	373 519	447 784	501 407	565 542	888 723	823 107	1 068 161

Source : DOC, Lois de règlement et CID

Tableau 21: Evolution de l'indice annuel de l'exécution des dépenses budgétaires sur la période 2000-2003 et 2004-2009

Base 100 en 2001 et en 2004

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Dépenses ordinaires	100	104,45	107,38	100	111,10	121,26	138,95	139,36	161,18
Titre 1	100	76,50	70,41	100	103,76	79,96	70,61	67,49	114,69
Titre 2	100	105,53	111,49	100	115,21	133,28	154,74	164,40	183,73
Titre 3	100	104,97	112,43	100	110,62	127,99	161,80	151,70	153,37
Titre 4	100	110,69	110,10	100	112,05	133,62	157,25	155,85	173,81

Dépenses en capital	100	129,33	124,65	100	116,0179	149,5993	473,73	389,44	596,34
Titre 5	100	107,55	107,16	100	115,85	148,83	437,22	390,67	577,70
<i>Part Etat</i>				100	115,85	148,83	170,26	225,71	325,27
<i>Subvention</i>									
<i>Prêt</i>									
Titre 6	100	163,50	152,10	100	122,98	182,33	2024,43	337,09	1388,48
Dépense globale	100	111,164	112,04362	100	111,98	126,30	198,47	183,82	238,54

Source : DGB/DESB/SS

Tableau 22: Variation annuelle de l'exécution des dépenses budgétaires sur les périodes 2000-2003 et 2004-2009

En %

Années	2002	2003	CAM	2005	2006	2007	2008	2009	CAM
Dépenses ordinaires	4.45	2.81	3.63	11.10	9.14	14.59	0.29	15.66	10.02
Titre 1	-23.50	-7.96	-16.09	3.76	-22.94	-11.69	-4.42	69.95	2.78
Titre 2	5.53	5.64	5.59	15.21	15.69	16.10	6.24	11.76	12.94
Titre 3	4.97	7.12	6.04	10.62	15.70	26.42	-6.24	1.10	8.93
Titre 4	10.69	-0.53	4.93	12.05	19.24	17.69	-0.89	11.53	11.69
Dépenses en capital	29.33	-3.62	11.65	16.02	28.95	216.66	-17.79	53.13	42.92
Titre 5	7.55	-0.36	3.52	15.85	28.46	193.77	-10.65	47.87	42.02
<i>Part Etat</i>				15.85	28.46	14.40	32.57	44.11	26.60
<i>Subvention</i>									
<i>Prêt</i>									
Titre 6	63.50	-6.97	23.33	22.98	48.25	1010.33	-83.35	311.91	69.24
Dépense globale	11.16	0.79	5.85	11.98	12.79	57.15	-7.38	29.77	18.99

Source : DGB/DESB/SS

Tableau 23: Evolution de la structure de la dépense globale sur la période 2000-2009

En %

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Dépenses ordinaires	73.01	68.60	69.98	82.22	81.58	78.94	57.56	62.33	55.55
Titre 1	6.77	4.66	4.26	17.31	16.04	10.96	6.16	6.35	8.32
Titre 2	29.38	27.89	29.24	27.01	27.79	28.50	21.06	24.16	20.80
Titre 3	12.69	11.98	12.73	13.87	13.71	14.06	11.31	11.45	8.92
Titre 4	24.17	24.07	23.76	24.03	24.05	25.42	19.04	20.37	17.51
Dépenses en capital	26.99	31.40	30.02	17.78	18.42	21.06	42.44	37.67	44.45
Titre 5	16.48	15.95	15.76	17.37	17.97	20.47	38.26	36.92	42.07
<i>Part Etat</i>				17.37	17.97	20.47	14.90	21.33	23.68
<i>Subvention</i>				0.00	0.00	0.00	12.90	7.16	8.14
<i>Prêt</i>				0.00	0.00	0.00	10.46	8.42	10.24
Titre 6	10.50	15.45	14.26	0.41	0.45	0.59	4.17	0.75	2.38
Dépense globale	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : DGB/DESB/SS

 Taux d'exécution par nature de dépenses

Tableau 24: Evolution des taux d'exécution des dépenses budgétaires sur la période 2001-2009

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Dépenses ordinaires	91.00%	91.15%	98.17%	99.38%	98.18%	98.88%	98.46%	98.11%	94.91%
Titre 1	115.38%	86.35%	110.38%	98.31%	101.15%	99.42%	97.33%	97.75%	86.64%
Titre 2	100.46%	100.32%	100.00%	99.95%	99.95%	103.17%	99.57%	99.91%	96.66%
Titre 3	94.23%	97.42%	88.77%	98.54%	99.29%	93.27%	96.15%	93.67%	93.45%
Titre 4	76.36%	80.86%	99.60%	100.00%	93.83%	97.35%	99.01%	98.73%	98.01%
Dépenses en capital	91.45%	93.82%	34.46%	25.06%	24.33%	25.87%	73.51%	63.82%	80.58%
Titre 5	109.15%	98.92%	137.79%	24.66%	23.93%	25.56%	71.61%	63.56%	79.71%
<i>Part Etat</i>				100.54%	94.54%	95.48%	94.21%	92.18%	96.05%
<i>Subvention</i>				0.00%	0.00%	0.00%	79.29%	49.78%	64.46%
<i>Prêt</i>				0.00%	0.00%	0.00%	49.01%	40.99%	66.12%
Titre 6	72.90%	89.09%	18.84%	83.44%	75.06%	44.34%	97.14%	80.05%	99.78%
Dépense globale	91.12%	91.97%	63.13%	65.07%	62.98%	62.01%	86.06%	81.60%	87.95%

Source : DGB/DESB/SS

III.3. Tableaux récapitulatifs de l'Evolution du Budget de l'Etat

Tableau 25: Evolution des charges et des ressources de l'Etat sur la période 2000-2009

En millions de F CFA

Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Recettes totales	-	311 377	386 335	453 319	426 439	465 624	503 793	674 767	796 160	791 218
Recettes ordinaires	208 629	227 645	271 775	304 233	333 877	364 547	385 042	557 263	483 999	594 884
Recettes fiscales	176 334	202 516	237 347	261 733	297 851	331 009	351 346	373 025	439 648	484 467
Recettes non fiscales	14 696	19 020	30 454	37 484	26 118	28 985	31 208	36 359	38 036	79 820
Recettes en capital	17 599	6 109	3 974	5 015	9 908	4 554	2 488	147 879	6 316	30 597
Recettes extraordinaires	-	83 733	114 561	149 087	92 562	101 077	118 751	117 504	312 161	196 334
Dons	nd	61 368	112 774	89 649	92 562	101 077	59 140	95 627	150 375	86 924
Emprunts	nd	22 365	1 787	59 438	0	0	59 611	21 877	161 786	109 410
Dépenses totales	-	333 370	370 587	373 519	447 784	501 407	565 542	888 723	823 107	1 068 161
Dépenses ordinaires	-	243 407	254 238	261 378	368 174	409 046	446 446	511 590	513 076	593 412
Titre 1	nd	22 575	17 270	15 895	77 501	80 415	61 967	54 720	52 302	88 889
Titre 2	nd	97 950	103 369	109 200	120 942	139 332	161 189	187 140	198 826	222 210
Titre 3	nd	42 293	44 393	47 552	62 126	68 725	79 514	100 520	94 247	95 285
Titre 4	nd	80 589	89 206	88 731	107 604	120 575	143 777	169 210	167 700	187 028
Dépenses en capital	-	89 963	116 349	112 141	79 610	92 362	119 096	377 133	310 032	474 749
Titre 5	nd	54 948	59 099	58 883	77 779	90 110	115 757	340 065	303 860	449 325
<i>Part Etat</i>	nd				77 779	90 110	115 757	132 426	175 556	252 991
<i>Subvention</i>	nd				0	0	0	114 673	58 974	86 924
<i>Prêt</i>	nd				0	0	0	92 965	69 329	109 410

Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Titre 6	nd	35 014	57 250	53 257	1 831	2 252	3 338	37 068	6 172	25 424
Epargne budgétaire	-	-15 763	17 537	42 854	-34 297	-44 499	-61 404	45 673	-29 077	1 472
Capacité de financement	-	-21 992	15 749	79 800	-21 345	-35 783	-61 749	-213 956	-26 947	-276 943

Source : DOC, lois de règlement et CID

Tableau 26: Evolution des charges et des ressources de l'Etat sur la période 2000 -2009

En % du PIB

Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Recettes totales	-	14.99	17.29	18.55	16.68	16.16	15.88	20.75	21.58	20.12
Recettes ordinaires	11.13	10.96	12.16	12.45	13.06	12.65	12.13	17.14	13.12	15.13
Recettes fiscales	9.41	9.75	10.62	10.71	11.65	11.49	11.07	11.47	11.92	12.32
Recettes non fiscales	0.78	0.92	1.36	1.53	1.02	1.01	0.98	1.12	1.03	2.03
Recettes en capital	0.94	0.29	0.18	0.21	0.39	0.16	0.08	4.55	0.17	0.78
Recettes extraordinaires	-	4.03	5.13	6.10	3.62	3.51	3.74	3.61	8.46	4.99
Dons	nd	2.95	5.05	3.67	3.62	3.51	1.86	2.94	4.08	2.21
Emprunts	nd	1.08	0.08	2.43	0.00	0.00	1.88	0.67	4.38	2.78
Dépenses totales	-	16.05	16.59	15.28	17.52	17.40	17.82	27.33	22.31	27.16
Dépenses ordinaires	-	11.72	11.38	10.69	14.40	14.20	14.07	15.73	13.91	15.09
Titre 1	nd	1.09	0.77	0.65	3.03	2.79	1.95	1.68	1.42	2.26
Titre 2	nd	4.71	4.63	4.47	4.73	4.84	5.08	5.75	5.39	5.65
Titre 3	nd	2.04	1.99	1.95	2.43	2.39	2.51	3.09	2.55	2.42
Titre 4	nd	3.88	3.99	3.63	4.21	4.18	4.53	5.20	4.55	4.76
Dépenses en capital	-	4.33	5.21	4.59	3.11	3.21	3.75	11.60	8.40	12.07
Titre 5	nd	2.64	2.65	2.41	3.04	3.13	3.65	10.46	8.24	11.43
Part Etat	nd				3.04	3.13	3.65	4.07	4.76	6.43
Subvention	nd				0.00	0.00	0.00	3.53	1.60	2.21
Prêt	nd				0.00	0.00	0.00	2.86	1.88	2.78
Titre 6	nd				0.07	0.08	0.11	1.14	0.17	0.65
Epargne budgétaire	-	-0.76	0.78	1.75	-1.34	-1.54	-1.94	1.40	-0.79	0.04
Capacité de financement	-	-1.06	0.70	3.26	-0.84	-1.24	-1.95	-6.58	-0.73	-7.04
PIB (en millions)	1 874 400	2 077 600	2 234 300	2 444 300	2 556 100	2 881 400	3 173 300	3 251 900	3 689 600	3 932 400

Source : DGB/DESB/SS et DGEP

Tableau 27: Situation des appuis financiers de l'Etat aux structures intervenants dans le processus de la décentralisation 2007-2009 (avec les prévisions de 2010)

En FCFA

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2009	2010
	Exécutions	Exécutions	prévisions	Exécutions	Prévisions
DOTATIONS GLOBALES	6 849 873 000	6 850 000 000	6 819 991 000	6 650 000 000	6 819 991 000
DOTATIONS GLOBALES FONCTIONNEMENT	1 240 229 513	1 529 471 076	1 529 471 076	1 529 471 076	1 529 471 076
DOTATIONS GLOBALES INVESTISSEMENTS	5 116 979 192	5 120 528 924	5 120 528 924	5 120 528 924	5 120 528 924
DOTATIONS CTI ET CTR	0	100 000 000	100 000 000		100 000 000
DOTATION DE RESERVE	492 664 295	100 000 000	69 991 000		69 991 000

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2009	2010
	Exécutions	Exécutions	prévisions	Exécutions	Prévisions
TRANSFERTS AUX STRUCTURES	77 500 000	224 664 500	253 500 000	152 250 000	443 500 000
CNJ	3 500 000	3 500 000	3 500 000		3 500 000
CTI	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000
CONAD	0	15 464 500	31 000 000	31 000 000	50 000 000
CONAFIL	0	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
AMBF	30 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000
ARBF		15 000 000	15 000 000		15 000 000
FPDCT		90 700 000	85 000 000	21 250 000	270 000 000
CONACOD	4 000 000	0	4 000 000		5 000 000
CNSE		0	15 000 000		0
APPUI A LA CONSTRUCTION DE SIEGES DE COLLECTIVITE S TERRITORIALES	0	3 144 982 430	1 000 000 000		790 460 000
RESSOURCES LIEES AUX COMPETENCES TRANSFEREES	0	0	4 051 381 426	0	8 262 691 910
ENSEIGNEMENT PRIMAIRE			3 851 381 426		3 763 003 910
APPROVISIONEMENT EN EAU POTABLE			200 000 000		804 000 000
SANTE					3 695 688 000
SUBVENTION TPP	2 341 841 396	2 597 351 459	2 590 723 049	0	2 590 723 049
BUDGET COMMUNES URBAINES	777 567 150	925 615 935	925 615 935		925 615 935
SIEGES DE MAIRIE	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000		1 000 000 000
REGIE D'AVANCES MATD	564 274 246	671 735 524	665 107 114		665 107 114
REMUNERATION EX AGENTS DES PROVINCES			310 000 000		305 219 000
FPDCT (CONTRAT DE VILLE)		5 000 000 000	5 000 000 000	1 250 000 000	5 000 000 000
TOTAL GENERAL	9 269 214 396	17 816 998 389	20 025 595 475	8 052 250 000	24 212 584 959

Source : DGB/DACT

ANNEXES

Tableau 28: Situation d'exécution budgétaire par titres en fin d'exercice 2009 (y compris journée complémentaire)

En millions de F CFA

Titres	Dotations (y compris LFR)	Engagement en projet	Engagés Visés	Engages réservés		Engagés liquidés		Ordonnancés	
				Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)
Titre 1	102 600	393	88 889	89 282	87,02	88 889	86,64	84 685	82,54
Titre 2	229 878	4 470	222 210	226 679	98,61	222 210	96,66	209 290	91,04
Titre 3	101 960	1 098	95 285	96 382	94,53	93 512	91,71	92 841	91,06
Titre 4	190 816	1 204	187 028	188 232	98,65	186 823	97,91	186 823	97,91
Titre 5	263 397	1 697	252 991	254 688	96,69	250 053	94,93	249 524	94,73
Titre 6	25 481	-	25 424	25 424	99,78	24 494	96,13	24 494	96,13
Total	914 133	8 861	871 827	880 688	96,34	865 981	94,73	847 657	92,73

Source : DGB

Tableau 29: Situation des consommations des secteurs sociaux- y compris la journée complémentaire - exercice 2009

En millions de F CFA

SECTIONS/NATURES DE DEPENSES	DOTATIONS Y COMPRIS LFR	ENGAGEMENT EN PROJET	ENGAGES VISES	LIQUIDATIONS		ORDONNANCEMENTS	
				MONTANT	TAUX (%)	MONTANT	TAUX (%)
Minist. Travail et Sécurité Sociale	871	6	870	854	97,96	853,6	97,96
Dépenses de personnel	358	-	476	476	132,92	476,2	132,92
Dépenses de fonctionnement	242	6	141	137	56,51	136,5	56,51
Dépenses de transfert courant	271	-	253	241	88,73	240,9	88,73
Dépenses d'investissement							
Minis Promotion de la Femme	633	1	695	695	109,71	694,8	109,71
Dépenses de personnel	230	-	304	304	132,36	304,2	132,36
Dépenses de fonctionnement	200	-	192	192	95,75	191,6	95,75
Dépenses de transfert courant	73	-	72	72	98,59	72,0	98,59
Dépenses d'investissement	130	1	127	127	97,43	126,9	97,43
Ministère de la Santé	65 035	415	67 573	66 692	102,55	66 672,8	102,52
Dépenses de personnel	20 789	-	24 268	24 268	116,74	24 268,2	116,74
Dépenses de fonctionnement	9 880	253	9 253	8 382	84,84	8 362,5	84,64
Dépenses de transfert courant	20 113	41	20 037	20 033	99,60	20 033,1	99,60
Dépenses d'investissement	14 254	121	14 015	14 009	98,28	14 009,1	98,28

SECTIONS/NATURES DE DEPENSES	DOTATIONS Y COMPRIS LFR	ENGAGEMENT EN PROJET	ENGAGES VISES	LIQUIDATIONS		ORDONNANCEMENTS	
				MONTANT	TAUX (%)	MONTANT	TAUX (%)
Min Action Sociale et Solidarité Nationale	6 630	1	6 879	6 872	103,65	6 872,0	103,65
Dépenses de personnel	2 556	-	2 847	2 847	111,35	2 846,6	111,35
Dépenses de fonctionnement	345	1	341	334	96,75	333,5	96,75
Dépenses de transfert courant	1 752	-	1 752	1 752	100,00	1 751,8	100,00
Dépenses d'investissement	1 977	-	1 940	1 940	98,12	1 940,1	98,12
Min des Enseign de base et Alphabétisation	110 083	186	112 116	111 011	100,84	111 006,1	100,84
Dépenses de personnel	62 394	52	66 130	66 130	105,99	66 130,0	105,99
Dépenses de fonctionnement	9 315	86	8 260	7 585	81,42	7 580,2	81,37
Dépenses de transfert courant	7 997	37	7 879	7 463	93,33	7 463,1	93,33
Dépenses d'investissement	30 377	9	29 848	29 833	98,21	29 832,8	98,21
Min Agri., Hydrauliq et Rss. Halieutiq	36 710	459	35 070	34 911	95,10	34 910,8	95,10
Dépenses de personnel	5 043	1	5 120	5 120	101,54	5 120,0	101,53
Dépenses de fonctionnement	729	9	682	651	89,40	651,4	89,40
Dépenses de transfert courant	1 873	78	1 763	1 763	94,11	1 762,5	94,11
Dépenses d'investissement	29 066	372	27 505	27 377	94,19	27 376,8	94,19
Ministère Ressources Animales	4 257	25	4 444	4 411	103,64	4 411,3	103,64
Dépenses de personnel	1 649	-	1 968	1 968	119,37	1 968,3	119,37
Dépenses de fonctionnement	331	9	319	286	86,44	286,2	86,44
Dépenses de transfert courant	370	17	347	347	93,77	346,6	93,77
Dépenses d'investissement	1 907	-	1 810	1 810	94,93	1 810,3	94,93
Min Environnement et Cadre de Vie	4 806	254	4 697	4 687	97,53	4 657,6	96,92
Dépenses de personnel	2 123	0	2 406	2 406	113,31	2 405,9	113,31
Dépenses de fonctionnement	353	9	281	271	76,64	271,3	76,78

SECTIONS/NATURES DE DEPENSES	DOTATIONS Y COMPRIS LFR	ENGAGEMENT EN PROJET	ENGAGES VISES	LIQUIDATIONS		ORDONNANCEMENTS	
				MONTANT	TAUX (%)	MONTANT	TAUX (%)
Dépenses de transfert courant	681	-	680	680	99,85	679,9	99,85
Dépenses d'investissement	1 648	244	1 331	1 331	80,74	1 300,6	78,92
Ministère Jeunesse et Emploi	5 287	34	5 163	5 139	97,18	5 138,5	97,18
Dépenses de personnel	367	0	360	360	98,05	359,7	98,05
Dépenses de fonctionnement	337	4	267	243	72,03	243,0	72,03
Dépenses de transfert courant	1 639	15	1 624	1 624	99,03	1 623,5	99,03
Dépenses d'investissement	2 944	15	2 912	2 912	98,93	2 912,3	98,93
Min Infrastructures et Désenclavement	13 306	-	13 238	13 133	98,70	13 132,7	98,70
Dépenses de personnel	68	-	-	-	-	-	-
Dépenses de fonctionnement	15	-	15	15	100,00	14,8	100,00
Dépenses de transfert courant	-	-	-	-		-	
Dépenses d'investissement	13 223	-	13 223	13 118	99,20	13 117,8	99,20
Minist. Culture, Tourisme et Communication	313	-	35	35	11,32	35,5	11,32
Dépenses de personnel	278	-	-	-	-	-	-
Dépenses de fonctionnement	35	-	35	35	100,00	35,5	100,00
Dépenses de transfert courant							
Dépenses d'investissement							
Ministère de la Justice	3 039	288	2 973	2 790	91,82	2 790,2	91,82
Dépenses de personnel	79	-	414	414	521,48	414,4	521,48
Dépenses de fonctionnement	544	-	535	535	98,35	535,3	98,35
Dépenses de transfert courant	41	-	41	41	100,00	40,8	100,00
Dépenses d'investissement	2 374	288	1 982	1 800	75,80	1 799,8	75,80
Ministère de l'Economie et des Finances	327	-	318	318	97,27	317,6	97,27

SECTIONS/NATURES DE DEPENSES	DOTATIONS Y COMPRIS LFR	ENGAGEMENT EN PROJET	ENGAGES VISES	LIQUIDATIONS		ORDONNANCEMENTS	
				MONTANT	TAUX (%)	MONTANT	TAUX (%)
Charge de la dette dépenses en atténuation des recettes							
Dépenses de personnel							
Dépenses de fonctionnement							
Dépenses de transfert courant							
Dépenses d'investissement	327	-	318	318	97,27	317,6	97,27
Min Mines, Carrières et Energie	722	-	722	722	100,00	721,9	100,00
Dépenses de personnel							
Dépenses de fonctionnement							
Dépenses de transfert courant	722	-	722	722		721,9	100,00
Dépenses d'investissement							
Dépenses Communes Interministérielles	2 000	-	2 000	2 000	100,00	2 000,0	100,00
Charge. dette dép. en atténa. des recettes							
Dépenses de personnel							
Dépenses de fonctionnement							
Dépenses de transfert courant							
Dépenses d'investissement	2 000	-	2 000	2 000		2 000,0	100,00
Transfert en capital							
TOTAL	272 018	1 668	274729	272 269	100,10	272 215,4	100,08

Source : DGB

Y compris :

- les dépenses exécutées au titre des filets sociaux (26 256 719 656 FCFA)
- les dépenses au titre des secours d'urgence (18 000 000 000 FCFA). Ce montant a été directement intégré au niveau de la ligne total
- les dépenses exécutées au titre du FTI (12 253 027 000 FCFA).

Tableau 30: Situation des consommations budgétaires 2009 des secteurs prioritaires

En millions de F CFA

SECTIONS/NATURES DE DEPENSES	DOTATIONS Y COMPRIS LFR	ENGAGEMENT EN PROJET	ENGAGES VISES	ENGAGES RESERVES		LIQUIDATIONS	
				MONTANT	TAUX (%)	MONTANT	TAUX (%)
Ministère de l'Economie et des Finances	29 295	348	30 961	31 309	106,88	30 633	104,57
Dépenses de personnel	9 016	0	10 409	10 409	115,45	10 409	115,45
Dépenses de fonctionnement	1 748	23	2 442	2 465	140,99	2 299	131,47
Dépenses de transfert courant	4 342	22	4 247	4 269	98,32	4 088	94,14
Dépenses d'investissement	14 189	303	13 863	14 166	99,84	13 838	97,52
Ministère de la Santé	62 917	273	65 265	65 538	104,17	64 676	102,80
Dépenses de personnel	20 789	-	24 268	24 268	116,74	24 268	116,74
Dépenses de fonctionnement	9 880	114	8 947	9 060	91,71	8 366	84,68
Dépenses de transfert courant	20 113	39	20 035	20 074	99,80	20 033	99,60
Dépenses d'investissement	12 136	121	12 015	12 136	100,00	12 009	98,96
Min des Enseignements de base et Alphabétisation	88 709	4	90 232	90 237	101,72	89 654	101,07
Dépenses de personnel	62 394	1	66 130	66 130	105,99	66 130	105,99
Dépenses de fonctionnement	9 315	2	8 163	8 164	87,64	7 585	81,42
Dépenses de transfert courant	7 997	-	7 463	7 463	93,33	7 463	93,33
Dépenses d'investissement	9 003	2	8 476	8 479	94,17	8 476	94,15
TOTAL	180 922	626	186 458	187 084	103,41	184 963	102,23

Source : DGB

Tableau 31: Situation d'exécution budgétaire 2009 par ministères ou institutions et par grande nature de dépenses

En millions de F CFA

SECTIONS/NATURES DE DEPENSES	DOTATIONS Y COMPRIS LFR	ENGAGEMENT EN PROJET	ENGAGES VISES	LIQUIDATIONS		ORDONNANCEMENTS	
				MONTANT	TAUX (%)	MONTANT	TAUX (%)
Présidence du Faso	5 125	4	5 246	5 236	102,16	5 236	102,16
Dépenses de personnel	634	1	796	796	125,49	796	125,49
Dépenses de fonctionnement	1 988	4	1 967	1 957	98,45	1 957	98,45
Dépenses de transfert courant	634	-	634	634	100,00	634	100,00
Dépenses d'investissement	1 869	-	1 849	1 849	98,93	1 849	98,93
SGG-CM	314	0	336	336	106,98	336	106,98
Dépenses de personnel	167	0	190	190	114,15	190	114,15
Dépenses de fonctionnement	147	-	145	145	98,85	145	98,85
Dépenses de transfert courant							
Dépenses d'investissement							
Premier Ministère	3 665	5	3 687	3 685	100,52	3 685	100,52
Dépenses de personnel	354	2	378	378	106,96	378	106,96
Dépenses de fonctionnement	385	2	382	379	98,59	379	98,59
Dépenses de transfert courant	1 362	-	1 362	1 362	100,00	1 362	100,00
Dépenses d'investissement	1 565	-	1 565	1 565	100,00	1 565	100,00
Assemblée Nationale	8 186	-	8 186	8 186	100,00	8 186	100,00
Dépenses de personnel	-	-	-	-		-	
Dépenses de fonctionnement	-	-	-	-		-	
Dépenses de transfert courant	7 606	-	7 606	7 606	100,00	7 606	100,00
Dépenses d'investissement	580	-	580	580	100,00	580	100,00
Conseil Economique et Social	494	-	516	516	104,50	516	104,50
Dépenses de personnel	88	-	110	110	125,22	110	125,22

SECTIONS/NATURES DE DEPENSES	DOTATIONS Y COMPRIS LFR	ENGAGEMENT EN PROJET	ENGAGES VISES	LIQUIDATIONS		ORDONNANCEMENTS	
				MONTANT	TAUX (%)	MONTANT	TAUX (%)
Dépenses de fonctionnement	402	-	402	402	100,00	402	100,00
Dépenses de transfert courant	4	-	4	4	100,00	4	100,00
Dépenses d'investissement	-	-	-	-		-	
Minist. des Relations avec Parlement	207	0	223	223	108,10	223	108,10
Dépenses de personnel	78	0	95	95	122,50	95	122,50
Dépenses de fonctionnement	113	-	113	113	99,28	113	99,28
Dépenses de transfert courant	-	-	-	-		-	
Dépenses d'investissement	15	-	15	15	100,00	15	100,00
Min Administr Territoriale et Décentralisat°	18 616	20	19 428	19 286	103,60	19 286	103,60
Dépenses de personnel	2 257	-	3 247	3 247	143,90	3 247	143,90
Dépenses de fonctionnement	1 090	-	1 090	1 005	92,22	1 005	92,23
Dépenses de transfert courant	7 529	20	7 494	7 494	99,53	7 494	99,53
Dépenses d'investissement	7 741	-	7 597	7 540	97,40	7 540	97,40
Ministère de la Justice	6 589	332	6 580	6 565	99,64	6 565	99,64
Dépenses de personnel	2 721	-	3 375	3 375	124,06	3 375	124,06
Dépenses de fonctionnement	1 085	39	960	945	87,09	945	87,09
Dépenses de transfert courant	510	5	445	445	87,34	445	87,34
Dépenses d'investissement	2 273	288	1 800	1 800	79,17	1 800	79,17
Ministère de la Défense	62 533	-	60 200	60 200	96,27	50 130	80,17
Dépenses de personnel	46 586	-	44 254	44 254	94,99	34 184	73,38
Dépenses de fonctionnement	4 357	-	4 357	4 357	100,00	4 357	100,00
Dépenses de transfert courant	807	-	807	807	100,00	807	100,00
Dépenses d'investissement	10 782	-	10 782	10 782	100,00	10 782	100,00

SECTIONS/NATURES DE DEPENSES	DOTATIONS Y COMPRIS LFR	ENGAGEMENT EN PROJET	ENGAGES VISES	LIQUIDATIONS		ORDONNANCEMENTS	
				MONTANT	TAUX (%)	MONTANT	TAUX (%)
Minist. Aff. Etrangères et Coop Région	17 773	4 229	13 663	13 663	76,87	10 151	57,11
Dépenses de personnel	8 757	4 196	4 672	4 672	53,35	1 823	20,82
Dépenses de fonctionnement	7 600	17	7 635	7 635	100,46	6 971	91,72
Dépenses de transfert courant	490	17	431	431	87,83	431	87,83
Dépenses d'investissement	925	-	925	925	100,00	925	100,00
Ministère de la Sécurité	18 792	55	19 094	19 084	101,56	19 084	101,56
Dépenses de personnel	9 324	0	10 261	10 261	110,05	10 261	110,05
Dépenses de fonctionnement	2 908	31	2 779	2 770	95,25	2 770	95,25
Dépenses de transfert courant	2 776	11	2 630	2 630	94,74	2 630	94,74
Dépenses d'investissement	3 784	12	3 423	3 423	90,48	3 423	90,48
Ministère de l'Economie et des Finances	131 395	733	119 371	119 042	90,60	114 838	87,40
Charge de la dette dépenses en atténuation des recettes	102 100	385	88 410	88 410	86,59	84 206	82,47
Dépenses de personnel	9 016	0	10 409	10 409	115,45	10 409	115,45
Dépenses de fonctionnement	1 748	23	2 442	2 299	131,47	2 299	131,47
Dépenses de transfert courant	4 342	22	4 247	4 088	94,14	4 088	94,14
Dépenses d'investissement	14 189	303	13 863	13 838	97,52	13 838	97,52
Minist. Culture, Tourisme et Communication	7 565	144	7 615	7 520	99,40	7 520	99,40
Dépenses de personnel	1 031	1	1 234	1 234	119,67	1 234	119,67
Dépenses de fonctionnement	378	2	369	369	97,52	369	97,52
Dépenses de transfert courant	2 644	-	2 641	2 641	99,90	2 641	99,90
Dépenses d'investissement	3 512	142	3 370	3 276	93,28	3 276	93,28
Minist. Travail et Sécurité Sociale	871	6	866	854	97,96	854	97,96
Dépenses de personnel	358	-	476	476	132,92	476	132,92

SECTIONS/NATURES DE DEPENSES	DOTATIONS Y COMPRIS LFR	ENGAGEMENT EN PROJET	ENGAGES VISES	LIQUIDATIONS		ORDONNANCEMENTS	
				MONTANT	TAUX (%)	MONTANT	TAUX (%)
Dépenses de fonctionnement	242	6	137	137	56,51	137	56,51
Dépenses de transfert courant	271	-	253	241	88,73	241	88,73
Dépenses d'investissement	-	-	-	-		-	
Min. Fonction Publique et de la Reforme de l'Etat	2 743	16	2 870	2 843	103,65	2 843	103,65
Dépenses de personnel	651	5	805	805	123,67	805	123,67
Dépenses de fonctionnement	1 011	11	1 000	972	96,20	972	96,20
Dépenses de transfert courant	995	-	979	979	98,43	979	98,43
Dépenses d'investissement	86	-	86	86	100,00	86	100,00
Minis Promotion de la Femme	631	1	695	695	110,16	695	110,16
Dépenses de personnel	230	-	304	304	132,36	304	132,36
Dépenses de fonctionnement	200	-	192	192	95,75	192	95,75
Dépenses de transfert courant	73	-	72	72	98,59	72	98,59
Dépenses d'investissement	128	1	127	127	99,42	127	99,42
Min Sports et des Loisirs	3 705	13	3 492	3 316	89,50	3 316	89,50
Dépenses de personnel	625	-	728	728	116,45	728	116,45
Dépenses de fonctionnement	1 015	-	962	951	93,72	951	93,72
Dépenses de transfert courant	574	-	549	549	95,67	549	95,67
Dépenses d'investissement	1 491	13	1 253	1 088	72,95	1 088	72,95
Ministère de la Santé	62 917	273	65 265	64 676	102,80	64 673	102,79
Dépenses de personnel	20 789	-	24 268	24 268	116,74	24 268	116,74
Dépenses de fonctionnement	9 880	114	8 947	8 366	84,68	8 363	84,64
Dépenses de transfert courant	20 113	39	20 035	20 033	99,60	20 033	99,60
Dépenses d'investissement	12 136	121	12 015	12 009	98,96	12 009	98,96

SECTIONS/NATURES DE DEPENSES	DOTATIONS Y COMPRIS LFR	ENGAGEMENT EN PROJET	ENGAGES VISES	LIQUIDATIONS		ORDONNANCEMENTS	
				MONTANT	TAUX (%)	MONTANT	TAUX (%)
Min Action Sociale et Solidarité Nationale	5 311	1	5 580	5 573	104,93	5 573	104,93
Dépenses de personnel	2 556	-	2 847	2 847	111,35	2 847	111,35
Dépenses de fonctionnement	345	1	341	334	96,75	334	96,75
Dépenses de transfert courant	1 752	-	1 752	1 752	100,00	1 752	100,00
Dépenses d'investissement	658	-	641	641	97,39	641	97,39
Min des Enseignements de base et de l'Alphabétisation	88 709	4	90 232	89 654	101,07	89 654	101,07
Dépenses de personnel	62 394	1	66 130	66 130	105,99	66 130	105,99
Dépenses de fonctionnement	9 315	2	8 163	7 585	81,42	7 585	81,42
Dépenses de transfert courant	7 997	-	7 463	7 463	93,33	7 463	93,33
Dépenses d'investissement	9 003	2	8 476	8 476	94,15	8 476	94,15
Min Enseign Second, Sup et Rech Scientif	50 860	1 008	51 822	51 756	101,76	51 756	101,76
Dépenses de personnel	15 856	-	18 757	18 757	118,29	18 757	118,29
Dépenses de fonctionnement	2 301	3	1 668	1 604	69,71	1 604	69,71
Dépenses de transfert courant	28 468	949	27 220	27 220	95,61	27 220	95,61
Dépenses d'investissement	4 234	56	4 178	4 176	98,63	4 176	98,63
Min Commerce, Promo Entreprise et Artisanat	1 583	26	1 623	1 623	102,49	1 623	102,49
Dépenses de personnel	560	-	697	697	124,38	697	124,38
Dépenses de fonctionnement	66	-	66	66	99,90	66	99,90
Dépenses de transfert courant	858	26	761	761	88,68	761	88,68
Dépenses d'investissement	100	-	100	100		100	
Min Mines, Carrières et Energie	2 487	9	2 503	2 503	100,63	2 503	100,63
Dépenses de personnel	181	1	232	232	127,93	232	127,93
Dépenses de fonctionnement	76	-	71	71	93,93	71	93,93

SECTIONS/NATURES DE DEPENSES	DOTATIONS Y COMPRIS LFR	ENGAGEMENT EN PROJET	ENGAGES VISES	LIQUIDATIONS		ORDONNANCEMENTS	
				MONTANT	TAUX (%)	MONTANT	TAUX (%)
Dépenses de transfert courant	1 556	-	1 556	1 556	100,00	1 556	100,00
Dépenses d'investissement	674	8	644	644	95,51	644	95,51
Min Agri., Hydrauliq et Rss. Halieutiq	27 310	459	26 623	26 464	96,90	26 464	96,90
Dépenses de personnel	5 043	1	5 120	5 120	101,54	5 120	101,53
Dépenses de fonctionnement	729	9	682	651	89,40	651	89,40
Dépenses de transfert courant	1 873	78	1 763	1 763	94,11	1 763	94,11
Dépenses d'investissement	19 666	372	19 059	18 930	96,26	18 930	96,26
Ministère Ressources Animales	4 160	25	4 444	4 411	106,05	4 411	106,05
Dépenses de personnel	1 649	-	1 968	1 968	119,37	1 968	119,37
Dépenses de fonctionnement	331	9	319	286	86,44	286	86,44
Dépenses de transfert courant	370	17	347	347	93,77	347	93,77
Dépenses d'investissement	1 810	-	1 810	1 810	100,00	1 810	100,00
Min Environnement et Cadre de Vie	4 677	254	4 609	4 599	98,33	4 570	97,70
Dépenses de personnel	2 123	0	2 406	2 406	113,31	2 406	113,31
Dépenses de fonctionnement	353	9	281	271	76,64	271	76,78
Dépenses de transfert courant	681	-	680	680	99,85	680	99,85
Dépenses d'investissement	1 520	244	1 243	1 243	81,77	1 213	79,79
Min Infrastructures et Désenclavement	43 626	30	43 517	41 540	95,22	41 540	95,22
Dépenses de personnel	926	7	1 030	1 030	111,27	1 030	111,27
Dépenses de fonctionnement	814	1	707	658	80,90	658	80,90
Dépenses de transfert courant	506	6	422	422	83,35	422	83,35
Dépenses d'investissement	41 380	16	41 357	39 430	95,29	39 430	95,29
Min des Postes et des TIC	1 883	2	1 925	1 854	98,44	1 854	98,44

SECTIONS/NATURES DE DEPENSES	DOTATIONS Y COMPRIS LFR	ENGAGEMENT EN PROJET	ENGAGES VISES	LIQUIDATIONS		ORDONNANCEMENTS	
				MONTANT	TAUX (%)	MONTANT	TAUX (%)
Dépenses de personnel	113	-	157	157	139,50	157	139,50
Dépenses de fonctionnement	198	2	195	195	98,49	195	98,49
Dépenses de transfert courant	80	-	80	80	99,81	80	99,81
Dépenses d'investissement	1 493	-	1 493	1 422	95,25	1 422	95,25
Min des Transports	3 107	119	2 997	2 904	93,49	2 904	93,49
Dépenses de personnel	268	-	331	331	123,39	331	123,39
Dépenses de fonctionnement	266	14	213	152	57,01	152	57,01
Dépenses de transfert courant	262	-	248	216	82,60	216	82,60
Dépenses d'investissement	2 311	105	2 206	2 206	95,45	2 206	95,45
Min Promotion Droits Humains	561	-	632	632	112,64	632	112,64
Dépenses de personnel	120	-	205	205	170,48	205	170,48
Dépenses de fonctionnement	412	-	398	398	96,71	398	96,71
Dépenses de transfert courant	30	-	30	30	99,82	30	99,82
Dépenses d'investissement	-	-	-	-		-	
Ministère Jeunesse et Emploi	4 532	34	4 424	4 400	97,08	4 400	97,08
Dépenses de personnel	367	0	360	360	98,05	360	98,05
Dépenses de fonctionnement	337	4	267	243	72,03	243	72,03
Dépenses de transfert courant	1 639	15	1 624	1 624	99,03	1 624	99,03
Dépenses d'investissement	2 189	15	2 174	2 174	99,33	2 174	99,33
Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme	5 418	0	4 845	4 845	89,43	4 845	89,43
Dépenses de personnel	433	-	463	463	106,89	463	106,89
Dépenses de fonctionnement	113	0	97	97	85,59	97	85,59
Dépenses de transfert courant	33	-	21	21	63,86	21	63,86

SECTIONS/NATURES DE DEPENSES	DOTATIONS Y COMPRIS LFR	ENGAGEMENT EN PROJET	ENGAGES VISES	LIQUIDATIONS		ORDONNANCEMENTS	
				MONTANT	TAUX (%)	MONTANT	TAUX (%)
Dépenses d'investissement	4 839	-	4 264	4 264	88,13	4 264	88,13
Min. chargé Mission, Analyse et Prospection	129	-	124	124	96,42	124	96,42
Dépenses de personnel	-	-	-	-		-	
Dépenses de fonctionnement	29	-	24	24	84,08	24	84,08
Dépenses de transfert courant	-	-	-	-		-	
Dépenses d'investissement	100	-	100	100	100,00	100	100,00
Grande chancellerie	426	-	412	412	96,68	412	96,68
Dépenses de personnel	29	-	29	29	100,44	29	100,44
Dépenses de fonctionnement	216	-	201	201	93,37	201	93,37
Dépenses de transfert courant	-	-	-	-		-	
Dépenses d'investissement	181	-	181	181	100,00	181	100,00
Conseil Supérieur de la Communication	720	-	742	742	103,01	742	103,01
Dépenses de personnel	61	-	83	83	135,69	83	135,69
Dépenses de fonctionnement	133	-	133	133	100,00	133	100,00
Dépenses de transfert courant	118	-	118	118	100,00	118	100,00
Dépenses d'investissement	409	-	409	409	100,00	409	100,00
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	515	0	530	530	102,77	530	102,77
Dépenses de personnel	185	0	208	208	112,50	208	112,50
Dépenses de fonctionnement	327	-	318	318	97,31	318	97,31
Dépenses de transfert courant	4	-	4	4	100,00	4	100,00
Dépenses d'investissement	-	-	-	-		-	
Conseil Constitutionnel	296	8	336	335	113,14	335	113,14
Dépenses de personnel	142	-	191	191	134,62	191	134,62

SECTIONS/NATURES DE DEPENSES	DOTATIONS Y COMPRIS LFR	ENGAGEMENT EN PROJET	ENGAGES VISES	LIQUIDATIONS		ORDONNANCEMENTS	
				MONTANT	TAUX (%)	MONTANT	TAUX (%)
Dépenses de fonctionnement	151	8	142	141	93,28	141	93,28
Dépenses de transfert courant	3	-	3	3	100,00	3	100,00
Dépenses d'investissement	-	-	-	-		-	
Conseil d'Etat	307	-	365	365	119,13	365	119,13
Dépenses de personnel	165	-	236	236	142,74	236	142,74
Dépenses de fonctionnement	140	-	130	130	92,57	130	92,57
Dépenses de transfert courant	1	-	-	-	-	-	-
Dépenses d'investissement	-	-	-	-		-	
Cour des Comptes	504	-	524	524	103,89	524	103,89
Dépenses de personnel	207	-	227	227	109,46	227	109,46
Dépenses de fonctionnement	236	-	236	236	100,00	236	100,00
Dépenses de transfert courant	5	-	5	5	100,00	5	100,00
Dépenses d'investissement	56	-	56	56	100,00	56	100,00
Cour de Cassation	370	2	363	363	97,98	361	97,56
Dépenses de personnel	265	-	266	266	100,43	266	100,43
Dépenses de fonctionnement	101	2	94	94	93,21	92	91,65
Dépenses de transfert courant	5	-	3	3	62,85	3	62,85
Dépenses d'investissement	-	-	-	-		-	
Commission Electorale Nationale Indépendante	244	-	240	240	98,36	240	98,36
Dépenses de personnel	-	-	-	-		-	
Dépenses de fonctionnement	-	-	-	-		-	
Dépenses de transfert courant	244	-	240	240	98,36	240	98,36
Dépenses d'investissement	-	-	-	-		-	

SECTIONS/NATURES DE DEPENSES	DOTATIONS Y COMPRIS LFR	ENGAGEMENT EN PROJET	ENGAGES VISES	LIQUIDATIONS		ORDONNANCEMENTS	
				MONTANT	TAUX (%)	MONTANT	TAUX (%)
Dépenses Communes Interministérielles	314 273	1 049	285 079	283 659	90,26	283 156	90,10
Charge. dette dép. en atténuation. des recettes	500	8	479	479	95,82	479	95,82
Dépenses de personnel	32 570	254	14 666	14 666	45,03	14 665	45,03
Dépenses de fonctionnement	50 425	787	46 662	46 633	92,48	46 630	92,47
Dépenses de transfert courant	93 600	-	92 501	92 501	98,82	92 501	98,82
Dépenses d'investissement	111 697	-	105 347	104 887	93,90	104 387	93,46
Transfert en capital	25 481	-	25 424	24 494	96,13	24 494	96,13
TOTAL	914 133	8 861	871 827	865 981	94,73	847 657	92,73

Source : DGB

Tableau 32: Situation des consommations par type de procédures 2009

En FCFA

Type de procédures	Montant Engagé	Montant Liquidé	Taux (%)
S-Réeng.G.Close	6 056 095 655	6 056 095 655	100
Procédure simplifiée	497 293 626 926	497 293 626 926	100
P.simpl-dette	88 781 431 939	88 781 431 939	100
N-Réeng.G.Close	5 283 133 217	5 283 133 217	100
Délégation de Crédits	11 987 124 516	11 987 124 516	100
Procédure normale	43 595 795 542	43 595 795 542	100
Total	652 997 207 795	652 997 207 795	100

Source : CID